

country shall ultimately become a petty State or one of the Powers of the earth; and not only that, but whether or not there shall be a counterpoise favourable to British interests, and modelled upon British institutions, to counteract the preponderancy, influence, if not the absolute dominion, to which our great neighbour, the United States, must otherwise attain upon this Continent." That embodies in a few words his (Mr. Mackenzie's) opinion with reference to his anxiety for obtaining and colonizing immediately that great country; and believing that could only be obtained by the united efforts of all parties in this House and country, he had sought to discuss the measure in such a spirit as would not compromise any individual, however strongly sectional interests or personal prejudices might be felt to influence opinions. In a recent debate, the hon. Minister of Justice, on the subject of the murder of Thomas Scott in the North-West, had asserted that they had no jurisdiction. Now, he (Mr. Mackenzie) had since examined authorities on the subject and found they had always had, at least since the passage of the Imperial Act conferring a concurrent jurisdiction with the Hudson's Bay Company in the North-West in such matters. A former Government, in which the Minister of Militia was a prominent member, had asserted the possession of that jurisdiction. The report already quoted contained the following passage:—"The time has passed when any consideration of expense or temporary inconvenience even if proved to exist, can be allowed to stand in the way of opening up those territories, when indeed the necessity for expansion compels the Provincial Government to create further facilities; for it is an additional reason why the Government should no longer permit the present state of things to continue. It must be added, the rumours have been gaining ground of late years, with a force and clearness which almost compel conviction, that the jurisdiction actually exercised in those remote territories, has been contrary to the wishes of the people, as it has been manifestly, without the sanction of law." That clearly showed that they had the power to bring offenders to justice for crimes committed in that Territory. He spoke of the great value of the Territory to the Dominion, as containing the very best trans-continental railroad route to the Pacific. There were in that Territory valuable lands with rich deposits of minerals, such as coal and iron, which were essential to the progress of the country, a rich soil and an inexhaustible supply of good water, all essential to the permanent settlement and the maintenance of a great Pacific railroad, and which were wholly wanting on the United States Pacific route, where 1,000 miles of arid desert intervened between the Atlantic and

diale, et en outre, si un tel pays, favorable aux intérêts de la Grande-Bretagne et modelé sur les institutions de cette dernière, pourrait faire contrepoids et faire échec à la prépondérance, à l'influence si ce n'est à la domination absolue qu'obtiendra autrement, sur ce continent, notre grand voisin, les États-Unis.» Cela englobe en quelques mots son opinion (celle de M. Mackenzie) relative à l'impatience qu'il a d'obtenir et de coloniser ce grand pays; et dans l'idée qu'on pouvait l'obtenir seulement par les efforts concertés de tous les partis en Chambre et au pays, il a cherché à discuter la mesure dans un climat qui ne compromettrait aucune personne, quels que soient les intérêts partisans ou les préjugés personnels qui pourraient influencer les esprits. Lors d'un récent débat, l'honorable ministre de la Justice a affirmé que son ministère n'avait pas la compétence dans l'affaire de l'assassinat de Thomas Scott dans le Nord-Ouest. Or, il (M. Mackenzie) avait, depuis lors, interrogé les autorités à ce sujet et découvert que le ministère avait toujours cette compétence, du moins depuis la promulgation de la Loi impériale qui lui conférait une compétence commune avec la Compagnie de la baie d'Hudson dans le Nord-Ouest, dans de pareils cas. Un gouvernement antérieur, dont le ministre de la Milice était un membre de marque, avait confirmé cette compétence. Le rapport déjà cité renfermait le passage suivant: «Le temps est révolu où l'on pouvait permettre à tout facteur de dépense ou d'inconvénient provisoire, même s'il est prouvé qu'il existe, d'empêcher l'ouverture de ces territoires, quand le besoin d'expansion oblige bien, en fait, le gouvernement provincial à créer des installations et des services; car c'est là une raison de plus pour laquelle le Gouvernement ne devrait pas permettre que cet état de choses persiste plus longtemps. On doit ajouter que des rumeurs se sont propagées ces dernières années et ont pris tellement d'importance et d'ampleur qu'elles ne laissent subsister pratiquement aucun doute; ces rumeurs veulent que la compétence exercée dans ces territoires reculés, l'a été à l'encontre de la volonté du peuple, et ce, manifestement, sans la sanction d'une loi.» Cela montre clairement qu'ils ont le pouvoir de traduire en justice les malfaiteurs qui commettent des crimes sur ce Territoire. Il parle de la grande valeur que présente le Territoire pour la Puissance puisqu'il renferme la meilleure route utilisable pour une ligne de chemin de fer transcontinentale vers le Pacifique. Il y a sur ce Territoire des terres de grande valeur, contenant de riches dépôts de minerais, comme le charbon et le fer, essentiels au progrès de la nation, une terre riche, et une provision inépuisable d'eau, facteurs nécessaires à l'établissement permanent et à l'entretien d'un grand chemin de fer du Pacifique et qui manquaient